

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 6 juillet 1998 à 21 h

Convocation du 29 juin 1998

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux, sauf M. Jeannin Ligozat, excusé et représenté en lieu et vote par M. C. Paul. (dont annexe jointe) et M. René Favier, absent.

Ordre du jour

- Cantine scolaire
- Garderie
- Recrutement d'un salarié
- Lotissement d'artisans
- P.O.S
- Avenant travaux zone des murets
- Foyer de vie "Les Guérins"
- Escalier jardin public
- W-C public place communale
- Questions diverses

Le maire aborde la séance par deux préliminaires :

- Le cinquantenaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, à rappeler à cause de nombreux pays où ces droits ne sont pas respectés.

La DDAF propose d'offrir des plants d'arbres aux communes intéressées par une plantation symbolique dans le cadre de cette commémoration ; un projet sommaire a été défini par la commune et adressé au service environnement et forêt.

- Concernant le fonctionnement du conseil municipal et afin d'éviter des discussions pas toujours précises, le maire a rappelé son rôle dans l'éditorial du bulletin municipal :

- Représentant de l'Etat
- Représentant de la Commune
- Exécutif du conseil municipal

A ce dernier titre, il rappelle que les décisions prises sont portées par l'ensemble du conseil municipal, après débat à la mairie.

Le maire termine par l'annonce du départ de deux institutrices et au nom du conseil municipal, les remercie pour le travail accompli auprès des enfants de la commune.

Puis il aborde l'ordre du jour :

Cantine scolaire et garderie :

La garderie périscolaire a été demandée par des parents d'élèves, à l'issue de l'enquête organisée par les parents délégués, 18 familles ont répondu (sur 35), 12 parents sont intéressés et demandent la garderie de 7h30 à 8h30, 11h30 à 13h30, 16h30 à 18h.

Le sujet a été abordé avec les adjoints, les parents utiliseraient la garderie au ticket quelque soit le temps passé en garderie ; le ticket coûterait 1 euro (6.50 fr.) et serait fourni à chaque demande (matin, midi et soir).

S. Duc fait observer qu'il faut aider l'école, mais jusqu'à quel point la collectivité doit-elle tout prendre en charge ? il rappelle que le projet avait déjà été mis en place, mais abandonné faute d'enfants, cette nouvelle expérience peut être envisagée à condition que les parents s'engagent sur la durée, F. Galmiche pense de même.

A. Borel indique que si les parents ne s'engagent pas, c'est que le besoin est inexistant.

Ce problème est lié au recrutement d'un salarié pour la cantine et la garderie. J. Michalinoff demande si les aides-maternelles n'accepteraient pas de faire ce travail, en effet, on peut difficilement demander à quelqu'un de venir chaque matin pour une heure, puis en demi-journée etc..., alors que les aides-maternelles sont déjà sur place ; la cantine pourrait fonctionner de même.

A. Borel ajoute que 2 heures de travail (ou plus) par jour ne justifient pas un emploi, que l'on peut compléter les emplois existants.

L'ensemble du conseil est d'accord pour que les aides-maternelles soient contactées.

La garderie pourrait fonctionner à l'essai un trimestre avec engagement des parents.

S. Duc pense que l'engagement doit être matérialisé par un minimum financier.

Sur le principe d'une garderie, le CM se prononce favorablement, mais avec limites :

- 5 enfants au minimum
- essai sur un trimestre
- prix : 1 euro quelque soit le temps et à chaque utilisation de la garderie

- vente de tickets par carnets

J. Michalinoﬀ précise que les parents doivent s'attendre à ce que ce service soit organisé à la rentrée de septembre, une commission est nommée pour mettre en place ce projet : S. Duc, F. Galmiche, J. Michalinoﬀ, C. Paul , elle sera présidée par le maire

C. Paul ajoute que l'on devra cependant recruter pour remplacer l'employée démissionnaire pour l'entretien courant et la station, que la commune doit se donner le temps et choisir la solution la moins onéreuse : emploi-jeune ou CES.

Le maire rappelle que les emplois-jeunes sont très intéressants pour les collectivités (15% à charge des communes), contrats de 5 ans, mais doivent développer de nouvelles activités socialement utiles (possible pour la garderie et la cantine, mais pas pour l'entretien et la station...) , l'emploi CES conviendrait, mais peu de candidats sur la commune.

Recrutement d'un salarié :

Le conseil est-il d'accord sur le principe de recruter un employé communal ?

oui : 10

Le maire souhaite que l'on définisse la méthode pour le recrutement :

- afficher dans les commerces pour que les candidats se manifestent, le conseil se prononcera sur les candidatures.

Le maire prendra aussi contact avec les deux aides-maternelles.

Lotissement d'artisans :

Lors du précédent conseil, le CM s'est prononcé favorablement pour la création d'une zone d'activités, depuis, plusieurs propriétaires se sont manifestés :

- R. Para : 15 fr. le m² + terrain constructible (dispose de 4 ha, bon accès)
- G. Baille : 15 fr. le m² (8700 m², entre MM. Cornil et Sarlin, mais problème d'accès et surface)
- M. Robert : 15 fr le m² (bon accès, M. Robert reste très sensible au problème d'environnement et demande une étude paysagère)

La procédure à suivre serait de fixer le choix du terrain et convenir d'un compromis de vente, puis définir un protocole d'accord avec les artisans qui constituerait un engagement financier de leur part.

C. Paul rappelle que la révision du POS doit être effective à la fin de l'année, qu'il faut se dépêcher de prendre une décision.

J. Michalinoﬀ demande quelle surface serait retenue ? 4 lots et une réserve, environ 1 ha à 1ha 200 ; J. Michalinoﬀ pense que la réserve ne fera que compliquer le dossier et impliquera la commune financièrement ce qu'elle ne peut se permettre.

C. Paul indique que sa préférence va vers les parcelles proche du village, J. Michalinoff affirme que la demande de M. Para lui paraît excessive.

A. Borel pense qu'on doit attendre de nouvelles propositions.

S. Duc ajoute qu'il faut bien maîtriser le projet, mais qu'on ne pourra pas laisser en délibéré trop longtemps (le maire rappelle que le projet doit démarrer en 1999), y a-t-il lieu d'élargir l'offre ou peut-on se positionner sur le choix d'un terrain?

J. Michalinoff fait remarquer que la première étape est le choix du terrain, mais souhaite disposer de plus d'informations (nombre de lots, surface, accès, environnement et position des artisans.)

S. Sabatier ne souhaite pas prendre de décision trop rapide.

Le maire prendra contact avec les artisans afin qu'ils précisent leur préférence concernant le choix du terrain et les demandes en superficie.

Contact sera pris également avec le notaire pour cerner le problème juridique.

Zone des murets :

Le délai de prolongation de la tranche conditionnelle est arrivé à échéance le 23 juin dernier et doit être de nouveau prorogé. Les travaux reprendront quand la position de Provence Logis concernant la prise en charge des réseaux, sera connue.

Foyer de vie "les Guérins" :

Le Conseil général des Hautes-Alpes a sollicité le cautionnement de la commune à hauteur de 5% pour le financement de l'acquisition et réaménagement du bâtiment des Guérins. Le maire a répondu négativement prétextant l'endettement suffisant de la commune et accompagné son courrier de l'avis défavorable du percepteur ; un courrier identique a été adressé à la caisse de dépôts et consignations sollicitée pour le prêt.

Escalier jardin public :

il s'agit de créer un escalier pour accéder au jardin de l'école.

Deux propositions sont soumises au CM :

- RDE : 60 000 fr. H.T.
- Manganelli : 30 000 fr. H.T. + participation de l'employé communal pour le transport des pierres et le creusement de fondations ; les escaliers seront recouverts de lauzes)

Le financement de cette opération peut rentrer dans le cadre d'un programme voirie communale de la CCTB, subventionné à 50%.

Les travaux peuvent être effectués cette année, grâce au reliquat de 70 000 fr. pour travaux de voirie non réalisés ; le mur exécuté à l'entrée du village (26 000 fr.) sera pris en charge de la même façon.

J. Michalinoff rappelle que l'existence de ces reliquats indique que certains chemins inscrits au programme 96-97 ne seront pas entretenus...

Le maire précise qu'il s'agit principalement de travaux sur la place et la rue d'accès à la place,

travaux différés en raison de la réhabilitation du bâtiment mairie poste, mais réinscrits au programme 98.

Le maire demande au CM son accord pour réaliser ces travaux.

Vote : oui :10

Voirie communale / programme 98 :

Montant : 98 000 fr. H.T.. subventionné à 50%, travaux de goudronnage réalisés cet été.

- Accès cimetière 33 940
- Place de Picenton 17 600
- Voie des Bonnets 7 000
- Place de l'église 39 000 (goudronnage devant mairie jusqu'au puits du presbytère)

A. Borel et A. Garcin s'élèvent vivement contre le projet de goudronnage de la place publique et demandent qu'il en soit rediscuté avant réalisation des travaux .

La commission voirie se réunira à ce sujet pour déterminer les surfaces à goudronner.

Questions diverses :

**** Arrête-neige :***

Une chute de neige a causé une dégradation sur automobile (rétroviseur) en se déchargeant du toit de la maison Lagarde, bâtiment communal, l'assurance est intervenue.

Le maire demande que la commune soit dégagée de cette responsabilité (probabilité d'accident plus grave), et a sollicité des devis pour fixation d'arête neige.

L'entreprise Chaix propose la pose de barres de neige au prix de 4 811 fr. T.T.C.

J-M Cornil s'étonne que cette entreprise n'ait pas suggéré les crochets, beaucoup moins chers, mais pour cette technique, les tuiles sont insuffisamment solides.

Les travaux sont acceptés par le CM.

Un devis de l'entreprise Reynier pour des travaux de même type à réaliser sur le toit de la salle des deux Céüze a été demandé.

**** Projet de déplacement de la route sortie Nal :***

Le projet avance, les compromis de vente sont signés par M. Gillibert ; la route longeant la parcelle Gillibert sera classée départementale en continuité de la route des Guérins (D 219) et la portion de route passant entre les maisons Nal, actuellement départementale, sera déclassée en communale.

La commune aménagera dans cette zone, une aire de stationnement avec fontaine.

la Région annonce une subvention de 82 000 fr. pour l'aménagement des fontaines ; pour mémoire, le programme total se monte à 272 665 fr. H.T., une subvention de 136 000 fr. a été demandée dans le cadre du 1% autoroute.

** Acquisition foncière Ligozat Lucie :*

La subvention de la région se monte à 240 000 fr. A la demande du maire, le notaire va préparer les actes.

** Réfection du tableau de ST Laurent :*

Intervention financière de la Région pour patrimoine non protégé : 4 500 fr. pour un montant de travaux de 15 000 fr. H.T..

** Parcelles louées à Provence Logis:*

Le maire invite les conseillers à prendre connaissance du plan de délimitation des parcelles louées à Provence Logis dans le cadre d'un bail à location pour 50 années.

le bail est à étudier très précisément, une délibération à rédiger sera soumise à un prochain conseil.

** Régularisation fontaine des Parots :*

A l'initiative de la commune, le bassin a été déplacé, mais sur une propriété privée, le propriétaire (Mme Pelloux) est d'accord pour régulariser le détachement de la parcelle à titre gratuit, les frais de notaire seront à la charge de la commune.

** Réservoir d'eau :*

Une réflexion est engagée pour la construction d'un nouveau réservoir d'eau qui alimenterait les quartiers des Oriols et des Coqs sud de façon à anticiper le développement de la zone Ouest du village.

** Maison commune / travaux supplémentaires :*

L'installation d'un escatrappe desservant "le grenier" d'un appartement paraît utile, l'entreprise Galmiche le propose à 3 250 fr. H.T.. Accepté par les conseillers.

L'ouverture d'une porte d'accès dans un comble permettrait de dégager une surface utile (à prendre en compte dans l'établissement du loyer) ; ces travaux ont été estimés pour un montant de 8 000 fr. H.T. par l'entreprise RDE. Trop cher, une entreprise locale sera consultée.

** Courrier Fine-Para :*

Un courrier remis aux conseillers municipaux par la famille Fine Para en début de séance, fait apparaître la volonté de cette famille de rencontrer le conseil municipal pour aborder le litige concernant l'accès à la chapelle St Laurent.

Le maire propose à M. Fine, présent au conseil municipal, de le recevoir en présence de la commission déjà désignée pour s'occuper de ce litige (.MM. Ligozat, Borel, Michalinoff et

Bonnardel ,Maire)

Le maire demande à M. Fine de proposer des dates afin de convenir d'un rendez-vous. M. Fine demande à être accompagné de deux témoins, le maire accepte.

** Son et lumière des 17 et 18 juillet :*

Le maire demande que soit reconduite la gratuité du spectacle pour les enfants de Sigoyer inscrits en classe primaire, dans les mêmes conditions que l'année dernière, et qu'une réception de fin de spectacle soit offerte par la commune. Accepté.

Le maire lève la séance à 0 heure 45.

Délibérations du conseil municipal :

- Bail emphytéotique Cne / Provence Logis
- Recrutement d'un employé communal
- Création d'une régie cantine garderie

Lu et approuvé, les conseillers municipaux